

Tenir le choc et maintenir le cap

René Lasserre



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rea/3562>

DOI : 10.4000/rea.3562

ISBN : 978-2-8218-0876-8

ISSN : 1965-0787

Éditeur

CIRAC

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 1-2

ISSN : 1156-8992

Référence électronique

René Lasserre, « Tenir le choc et maintenir le cap », *Regards sur l'économie allemande* [En ligne], 90 | mars 2009, mis en ligne le 25 mars 2009, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rea/3562> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rea.3562>

Tenir le choc et maintenir le cap

L'Allemagne est à son tour entrée au cœur de la tourmente et se voit désormais frappée de plein fouet par la récession. Le choc est d'autant plus sévère que la première économie industrielle d'Europe et la première puissance exportatrice du monde se trouve plus que toute autre exposée au tassement prononcé de la demande mondiale. La décreue s'opère simultanément sur tous les fronts, aussi bien dans les pays émergents où le recul de l'investissement se fait sentir plus fortement que prévu, que sur les marchés nord américain et européen où le gel de l'investissement se conjugue au recul de la demande en biens de consommation durables, en particulier dans le secteur automobile.

La perspective pessimiste d'un recul du PIB de 2,25 % à 2,5% en 2009 esquissée en décembre fait désormais figure de prévision officielle mais il n'est nullement exclu qu'elle puisse être dépassée si les carnets de commandes continuent de se dégarnir et si l'incertitude sur la profondeur et la durée de la récession persiste.

Pour l'instant cependant, en dépit de sa forte vulnérabilité externe et des menaces que cette dernière fait peser sur l'emploi industriel, l'économie allemande semble pouvoir amortir le choc car elle dispose de ressorts internes solides, à commencer par la bonne tenue de sa demande intérieure. Celle-ci continue de bénéficier des effets prolongés de la croissance retrouvée des années antérieures, que ce soit sur le front de l'emploi où la recrudescence déjà très sensible du chômage s'inscrit néanmoins dans un niveau d'activité élevé, ou sur le plan du revenu où la revalorisation récente des salaires et la baisse des prix continuent d'assurer la progression du pouvoir d'achat et un bon niveau de consommation des ménages.

En dépit de quelques conflits catégoriels ponctuels liés à la libéralisation des services publics, le climat social du secteur industriel et commercial est plus que jamais à la confiance et à la coopération constructive en matière de défense de l'emploi. En témoigne l'enquête que nous publions dans ce numéro sur le recours au chômage partiel pour sauvegarder les emplois ou mettre en œuvre des actions de formation et de qualification préventives dans les entreprises touchées par une réduction de leur activité. Quant à celles qui parviennent à y échapper, elles mettent plus que jamais à profit le défi de la crise pour amplifier leur effort d'innovation comme le montrent également dans ce numéro l'état des lieux que nous publions sur l'importance de l'innovation dans les PME industrielles, ou bien encore l'interview recueillie auprès du responsable du cluster bavarois *Sensorik-Bayern* spécialisé dans la technologie clé des capteurs.

Face à la crise, et en dépit des inquiétudes qui montent dans l'opinion et que nourrissent les interminables soubresauts de la crise financière, les acteurs économiques et sociaux ne se départissent pas, au fil des mois, d'une confiance qui semble à toute épreuve. Sans doute parce

qu'elle se nourrit de l'assurance que donne l'expérience, et plus précisément de la capacité dont ils ont fait preuve, au cours de la décennie écoulée, à affronter le défi de la globalisation et à surmonter, au prix de considérables efforts, la crise de compétitivité qu'a connue l'économie allemande au début des années 2000.

Au plan politique, l'Allemagne présente, face à la crise, un visage plus contrasté mais qui n'en est pas moins singulier. Contrasté en ce que les responsables de la coalition gouvernementale semblent davantage naviguer à vue qu'afficher une stratégie claire. En témoigne l'empilage de programmes anticrise successifs, dont le contenu apparaît à bien des égards hétéroclite et contradictoire, et dont l'efficacité est fortement discutée. Tout aussi problématiques et controversées sont les réponses que les responsables gouvernementaux se proposent d'apporter au sauvetage des banques et des entreprises en difficulté. Ces réponses sont même tout à fait inquiétantes tant du point de vue des capacités financières de l'Etat que de celui de la cohérence systémique et des principes de l'économie de marché. Car les frontières que les uns et les autres à l'intérieur de chacun des partis de la coalition entendent tracer entre la régulation par le marché et l'intervention de l'Etat sont étonnamment mouvantes. En cela, l'Allemagne ne se distingue guère de ses principaux partenaires bien vite enclins à succomber à un étatisme de circonstance. A ceci près qu'en Allemagne, cette question est loin d'être politiquement anodine puisqu'elle relève pour ainsi dire de l'ordre constitutionnel.

Ce qui est cependant tout à fait singulier dans ce pragmatisme réactif qui tourne au bric-à-brac doctrinal, c'est la solidarité et la cohésion politique dont la coalition fait preuve, à quelque mois d'une échéance politique majeure, dans la plupart des grandes décisions qu'elle adopte, mais surtout sur le point fondamental et crucial du maintien de la rigueur budgétaire et financière. Car c'est finalement sur ce point que se joue, dans le contexte de la crise actuelle, le consensus politique central du pays, mais aussi l'enjeu décisif de la stabilité économique et monétaire de l'Union européenne. En comparaison, les frontières mouvantes entre Etat et marché relèvent pour ainsi dire, au stade actuel, du débat conjectural, même si en Allemagne des voix concordantes s'élèvent déjà de toutes parts sur l'impérieuse nécessité de circonscrire au plus vite les limites de l'intervention de l'Etat afin d'éviter de fausser le jeu de la concurrence et de restaurer le protectionnisme au cœur même de l'Europe.

René Lasserre, le 6 mars 2009